

Edito : A l'approche des élections européennes, fédérales et régionales.

Il est peut-être bon de revenir sur une des principales causes des malaises de nos démocraties, pompeusement appelés par certains : « populisme », « nationalisme » ..., en fait **les malaises devant des inégalités et des disparités croissantes, entraînant violences et guerres.**

En s'embarquant dans une mondialisation financière néolibérale et dérégulée depuis plus de 40 ans, l'Union européenne et les Etats qui la composent ont peut-être tout simplement **oublié des fondamentaux qui ont poussé à sa création** : la recherche de la paix et du bien-être entre ses peuples et pour tous ses citoyens.

En reprenant quelques-unes des analyses d'un rapport d'Alter-EU et Corporate European Observatory (**voir pp.3-9**), on comprendra mieux, espérons-le, les ravages exercés par l'emprise croissante des grosses entreprises (le Big Business) sur l'appareil politique européen (Commission, Conseil, Parlement) et national, sur le fonctionnement démocratique et ses conséquences sur notre quotidien. Selon ce rapport, « un modèle de développement social et économique durable, capable d'affronter les défis que l'Europe doit rencontrer en ce XXI^e siècle, ne peut être simplement construit sur les préférences des grosses entreprises. **C'est ce présupposé que « ce qui est bon pour les grandes entreprises est bon pour tous », qui a amené des niveaux records d'inégalités** sociales et économique, nous conduit vers une catastrophe climatique, créant aussi les conditions de sentiments nationalistes et populistes dans l'Union européenne »¹.

Ces grandes entreprises ne sont en fait que **le fer de lance** d'un système économique faussé, parce qu'il est sa propre fin ; alors qu'il n'a de sens que comme moyen en vue d'objectifs sociaux. **C'est donc tout notre modèle social et économique qu'il nous faut REFONDER et pas seulement réformer. C'est tout le système et pas seulement les priorités économiques qu'il faut revoir.**

Au niveau national, ce questionnement se poursuit avec les réponses faites par les partis politiques francophones aux positions et questions du Réseau pour la Justice Fiscale (RJF) (**voir la 2^e partie du Mémoire ci-jointe**). **La question fiscale tant au niveau des personnes que des entreprises reste centrale pour un vivre-ensemble** : progressivité de l'impôt, fiscalité verte, transparence et imposition des plus fortunés et des revenus du capital ... Quel type de société voulons-nous ? Quel type de société, les différents partis proposent-ils ? (**voir la synthèse des réponses pp.10-17**)

Enfin, vous trouverez aussi dans ce numéro, **un écho de Jacques Briard** (**voir pp.18-21**) à l'article d'Ulrich Duchrow paru dans le précédent courrier. Ce dernier appelait à une mobilisation de tous, face au capitalisme d'empire (impérial). Jacques Briard nous rappelle deux anniversaires : **Nelson Mandela** (arrivé au pouvoir en Afrique du Sud il y a 25 ans, le 8 mai 1994) et le **rassemblement œcuménique européen de Bâle** de mai 1989, il y a 30 ans. 3.000 délégués y ont cherché à relever les défis d'une Europe divisée, face aux menaces pesant sur la paix, la justice et l'environnement. Là aussi, la question reste et nous est posée, encore plusieurs dizaines d'années après : **« Comment avancer sur le chemin de la Justice ? »**

¹ « Corporate Capture in Europe » - Rapport Alter-EU, septembre 2018 p.7